



RAPPORT D'ACTIVITÉ DU FONDS DE SOLIDARITÉ ISLAMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT À LA 34^e SESSION DU COMCEC

Au 31 octobre 2018

HISTORIQUE

1. Le FSID a été créé en tant que fonds spécial de la BID sur décision de la Conférence islamique au sommet extraordinaire tenue à Makkah, Arabie saoudite, en décembre 2005. Il a été officiellement lancé lors de la 32^e Réunion annuelle du Conseil des Gouverneurs de la Banque Islamique de Développement, qui s'est tenue du 29 au 30 mai 2007 à Dakar, Sénégal.
2. Le Fonds a été constitué sous forme de Waqf¹ (fonds fiduciaire), avec un capital cible principal de 10 milliards de dollars des États-Unis. Tous les pays membres de la BID ont été invités à annoncer leurs contributions financières au Fonds et à apporter un soutien technique et moral à ses activités.
3. Le Fonds est destiné au financement de projets et programmes de réduction de la pauvreté dans les pays membres de l'OCI qui œuvrent pour une croissance favorable aux pauvres, mettent l'accent sur le développement humain, en particulier l'amélioration des soins de santé et de l'enseignement, et s'attachent au renforcement de la capacité productive et des sources de revenus durables pour les démunis, en finançant les possibilités d'emploi, en créant des débouchés commerciaux notamment en milieu rural, et en améliorant les infrastructures rurales et périurbaines de base. Ces objectifs sont directement liés à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Le Fonds accorde des financements concessionnels, essentiellement aux 28 pays membres les moins avancés (PMMA) de la BID.

I. MOBILISATION DE RESSOURCES

1. Le Fonds a été créé sur la base des contributions volontaires des pays membres " pour illustrer la solidarité et la fraternité islamiques " entre eux. En conséquence, les contributions les plus importantes devraient provenir du groupe classé dans la catégorie des "pays à revenus élevés », compensant ainsi celles potentiellement faibles des pays membres les moins avancés (PMMA).
2. Bien que 10 années se soient écoulées depuis le démarrage de ses opérations, le FSID est toujours handicapé par le faible niveau des ressources mobilisées, par rapport au capital cible approuvé de 10 milliards de dollars des États-Unis.
3. Les engagements au titre du capital s'élèvent à 2,7 milliards de dollars des États-Unis, soit 27 % ; ils émanent de 49 pays membres (1,7 milliard) et la BID (1 milliard)

¹ Selon le concept de Waqf (Fonds fiduciaire islamique), seuls les revenus tirés du placement des ressources du Fonds sont mis à disposition pour le financement de ses opérations.

(Annexe 1).

4. De nouveaux engagements d'un montant total de 24,1 millions de dollars des États-Unis ont été pris par 4 pays en 2017, en l'occurrence le Soudan (21,1 millions), le Togo (1 million), Brunéi Darussalam (1 million) et les Maldives (1 million). Jusqu'ici aucun nouvel engagement n'a été enregistré en 2018.
5. Actuellement, le capital libéré s'élève à 2,585 milliards de dollars des États-Unis, et seul un versement a été reçu d'un pays membre en 2018, notamment le Bangladesh, pour un montant de 1 million de dollars. Par conséquent, sur le montant total des engagements, 142,85 millions restent à payer.
6. Des correspondances signées du Directeur général du FSID ont été adressées aux Gouverneurs concernés pour leur demander :
 - (i) d'envisager l'augmentation de la contribution volontaire de leur pays au capital conformément à la résolution du Conseil des Gouverneurs du FSID (ISFD/BG/3-432), les invitant à déterminer le niveau de leurs contributions volontaires au Fonds sur la base d'un critère spécifique tenant compte du PIB réel, de la valeur totale de ses exportations et des réserves en devises ;
 - (ii) d'envisager l'allocation de terrains Waqf appropriés au FSID qui pourra les développer afin de générer des revenus qui renforceraient ses ressources, conformément à la résolution ISFD/BG/3-433 du Conseil des Gouverneurs du FSID.
7. Par ailleurs, le 13^e Sommet de l'OCI tenu en 2016 à Istanbul a souligné le rôle du FSID dans le financement de la lutte contre la pauvreté et appelé les pays membres de la BID à engager le capital requis pour le Fonds. L'objectif stratégique du Fonds est donc de tout mettre en œuvre pour honorer tous les engagements en cours et attirer de nouvelles contributions. Dans le même temps, il continuera d'étudier les possibilités d'obtenir des ressources supplémentaires pour des projets relatifs à la réduction de la pauvreté par le biais de mécanismes tels que les fonds d'affectation spéciale, les fonds de dotation, les partenariats, le cofinancement et le secteur privé. En effet, le FSID développe des partenariats stratégiques avec des pays membres choisis, tout en œuvrant au renforcement des relations étroites avec les donateurs intéressés pour lancer ces programmes.
8. Le Fonds est également en train de passer en revue sa politique d'investissement en vue d'assurer des rendements plus élevés et une source de revenus stable compatible avec les besoins en ressources des programmes de réduction de la pauvreté de la BID, tout en maintenant la valeur réelle des montants investis.

II. OPÉRATIONS DU FSID

9. Les approbations cumulées du FSID pour la période allant de 2008 à octobre 2018 portent sur 118 opérations (prêts et subventions) en faveur de 33 pays membres, auxquelles le FSID a contribué à hauteur de 834,22 millions de dollars des États-Unis. Sur l'ensemble des projets approuvés, environ 80 % ont été alloués aux pays les moins avancés (PMMA)

10. Les principaux secteurs d'intervention sont (i) l'agriculture (y compris le développement rural qui représentait environ 45 % des financements) et (ii) l'enseignement (y compris la formation professionnelle qui représentait environ 24 % des financements du FSID).
11. Le FSID a également contribué à hauteur de 100 millions de dollars des États-Unis à un nouveau programme intitulé "Lives and Livelihoods Fund (LLF), un mécanisme de rachat de créances mis en place par la BID et la Fondation Gates. Ainsi, il contribue non seulement à la mobilisation de ressources additionnelles auprès des partenaires au développement, mais aussi à la mise à disposition de ressources concessionnelles en faveur des pays membres. Un montant de 606 millions de dollars a été approuvé par le Fonds LLF au titre de projets, soit 363 millions en 2016 et 243 millions en 2017 sur un coût total de 724 millions. Ces approbations sont réparties entre les secteurs de la santé (40 %), de l'agriculture et des infrastructures (60 %), et concernent des projets au Burkina Faso, au Cameroun, à Djibouti, en Guinée, au Mali, au Maroc, au Niger, au Nigeria, au Sénégal, au Soudan, au Tadjikistan et en Ouganda.

Mobilisation de ressources pour le développement de biens Awqaf

12. Depuis l'adoption de la résolution N° ISFD/BG/3-433 en 2012, le FSID n'a ménagé aucun effort pour encourager les pays membres à allouer les actifs du Waqf au Fonds. Au 31 janvier 2018, les pays qui ont attribué des terrains au FSID dans le cadre du programme Waqf étaient au nombre de 4 : Bénin, Burkina Faso, Comores et Côte d'Ivoire.

Bénin

13. Le terrain alloué au FSID au Bénin a été évalué à 5,7 millions de dollars des États-Unis (évaluation réalisée en 2014). La cérémonie de pose de la première pierre s'est tenue le 8 février 2016 à Cotonou. Le FSID a démarré le processus de recrutement d'un chef de projet et le Gouvernement du Bénin a donné son accord de principe pour des concessions fiscales et douanières pour la mise en œuvre du projet. Les travaux de construction devraient démarrer en septembre 2018, pour se terminer d'ici septembre 2021.

Burkina Faso

14. Le Burkina Faso a octroyé au FSID un terrain dans une zone privilégiée à Ouagadougou. Le FSID travaille actuellement à l'évaluation du terrain avant qu'une étude de faisabilité approfondie ne soit entreprise.

Comores

15. Le Gouvernement des Comores a attribué au FSID un terrain de plus de 5 hectares sur la Corniche de Moroni. Le FSID travaille actuellement à l'évaluation du terrain avant qu'une étude de faisabilité approfondie ne soit entreprise.

16. L'Azerbaïdjan, Bahreïn, la Côte d'Ivoire, la Sierra Leone, le Cameroun, les Maldives, le Togo et le Soudan ont manifesté leur intérêt à offrir au FSID des terrains à titre de Waqf.

Mobilisation de ressources pour des programmes de prêts et de subvention

17. Le FSID a adopté et approuvé 3 nouveaux programmes de subvention en 2017, afin de mobiliser des subventions supplémentaires auprès des partenaires pour les financer :

Deuxième phase de l'Alliance pour la lutte contre la cécité évitable

- a) Forts de l'impact considérable de la première phase de l'AFAB sur la vie des personnes, le FSID et d'autres donateurs et partenaires ont convenu d'en lancer la deuxième phase. Celle-ci a pour but de fournir des services de soins oculaires de grande portée, accessibles et durables dans 12 pays (Burkina Faso, Guinée, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée-Bissau, Mauritanie, Mali, Mozambique, Comores, Niger, Tchad et Togo) ; en plus de la cataracte, elle couvre d'autres maladies évitables des yeux comme le glaucome, la rétinopathie etc.

En février 2017, le Conseil d'administration du FSID a approuvé une contribution de 5 millions de dollars des États-Unis étalée sur 5 ans pour ce programme. Alors que les ressources qui devaient être mobilisées par l'Alliance sur cette période étaient initialement fixées à 25 millions de dollars, le montant effectivement engagé est passé à 251 millions. L'annonce officielle de l'Alliance a été signée par les 32 donateurs et partenaires lors d'une réunion tenue en marge de la Réunion annuelle de La BID qui a eu lieu en avril 2018 en Tunisie. Islamic Relief du Royaume-Uni a récemment informé le FSID du dédoublement de son engagement, qui est passé de 1 à 2 millions de dollars des États-Unis. Le programme représente une réussite dans la mobilisation des ressources, avec un ratio de financement de 1 :49.

- b) **Programme de bourses d'études en faveur des démunis** : Le Conseil d'administration du FSID a approuvé une contribution de 10 millions de dollars étalée sur 10 ans pour un programme de bourses d'études en faveur des démunis dans les pays membres de la BID.

Ce programme vient s'ajouter au Programme de bourses d'études de la BID.

- c) **Coalition pour l'éradication de la fistule obstétricale** : Le Conseil d'administration de l'ISFD a approuvé une contribution de 5 millions de dollars des États-Unis étalé sur cinq ans pour ce programme.
- d) Le FSID a approuvé/alloué d'autres subventions en 2017 :
- Education pour les réfugiés syriens : Le FSID a alloué 2 millions de dollars des États-Unis à un programme de 7 millions de dollars géré par le Département des fonds fiduciaires pour une période de trois ans à compter de 2016. Ce programme a enregistré 7 millions de dollars supplémentaires de donateurs extérieurs.
 - Initiative des terres arides en Somalie : Le FSID a alloué 1 million de dollars étalé sur 3 ans à un programme de 3 millions de dollars géré par le Département des fonds fiduciaires.

- Renforcement des capacités pour le programme d'entrepreneuriat des jeunes aux Comores : le FSID a approuvé 0,25 million de dollars pour ce programme.
 - Impression de manuels scolaires pour le Yémen : Le FSID a approuvé 0,5 million de dollars pour ce projet.
18. Développer un programme de création d'emplois en partenariat avec Silatech, Qatar : Ce partenariat vise à ajouter 1 million d'emplois supplémentaires aux 2 millions d'emplois dans 15 pays arabes qui ont été initialement ciblés par le programme. Ainsi, le nombre total d'emplois qui seront créés par le programme sera de 3 millions grâce à la microfinance, à la formation professionnelle et à l'adaptation de la formation à l'emploi. Le coût total du programme est estimé à 386 millions de dollars des États-Unis, auquel le FSID contribuera à hauteur de 80 millions de dollars sous forme de prêts concessionnels directs aux pays bénéficiaires sur cinq ans. Silatech fournira 7 millions sous forme de subvention au programme, tandis que le reste du financement sera couvert par les institutions de financement multilatérales des pays bénéficiaires. Il convient également de noter que le FSID s'est déjà associé à Silatech dans le cadre du Programme de soutien aux jeunes entrepreneurs des Comores (YES-COM), auquel Silatech a contribué à hauteur de 1,675 million de dollars et le FSID pour 3,9 millions.
19. Education Above All, Qatar : ce programme vise à établir un programme pour les enfants non scolarisés dans 3 pays membres. Il ciblera initialement le Mali, le Nigéria et le Pakistan, et d'autres pays viendront s'y ajouter. Il a pour but d'aider au retour à l'école de 2,4 millions d'enfants, en collaboration avec le FSID, EAA, les Gouvernements des pays bénéficiaires et donateurs internationaux. Son coût total est de 375 millions de dollars des États-Unis, auquel le FSID contribuera à hauteur de 100 millions, ainsi qu'approuvé par le Conseil d'administration le 30 mars 2018.
20. Fonds pour la science, la technologie et l'innovation de la BID (Fonds STI) : Le FSID a contribué à ce Fonds à hauteur de 100 millions de dollars des États-Unis, pour aider la BID à mobiliser 400 millions de dollars supplémentaires pour le Fonds STI.
21. Fonds Lives and livelihoods (LLF) de Bill & Melinda Gates : Ce fonds fournit un financement abordable de 2,5 milliards de dollars des États-Unis aux PMMD de la BID sous forme de subventions et de prêts concessionnels, en mutualisant la subvention de 100 millions de dollars du FSID étalée sur 5 ans avec les subventions des donateurs dans un fonds d'affectation spéciale multi donateurs.

Mobilisation de ressources pour les programmes du FSID axés sur
l'investissement

22. Création de fonds et de programmes d'autonomisation économique : il s'agit de fonds et de programmes qui seront constitués à partir des revenus de placement du capital du FSID, ou d'investissements. Le programme vise à mobiliser des ressources pour établir des fonds et assurer l'autonomisation économique dans les pays membres, afin d'intégrer les groupes à faible revenu dans l'économie productive et favoriser le développement durable. En 2017, des études et des consultations ont été menées par le FSID et d'autres parties prenantes. La valeur totale des fonds et programmes d'autonomisation économique à l'étude devrait dépasser à 4 milliards de dollars des États-Unis. La

contribution de l'ISFD à tout fonds ou programme sera de 10 à 25 %.

Fonds IHSAN d'investissement Waqf (JWIF) avec les banques : le FSID cherche à établir ces fonds Waqf pour mobiliser des ressources auprès des philanthropes des pays membres. Ses contributions ne dépasseront pas 20 % du capital de chaque fonds, les philanthropes étant appelés à apporter au moins à 80 %. Les revenus tirés de la totalité du montant investi seront alloués aux programmes du FSID pour la réduction de la pauvreté. Les fonds JWIF en cours d'établissement sont les suivants :

23. **JWIF pour AI Quds** : le Fonds a également mis au point des produits novateurs de mobilisation des ressources, tels que "les soukouks waqf sous forme liquide" et "le Fonds Ihsan d'investissement Waqf (IWIF)". Le FSID s'appuie sur l'IWIF pour créer un fonds spécial de 100 millions de dollars des Etats-Unis pour AI Quds. Il s'emploie à développer cette initiative avec la Fondation AI Taawun, la Jordan Commercial Bank et d'autres partenaires pour mobiliser ce montant. Le 5 avril 2018, le FSID a signé un protocole d'accord avec les partenaires du Fonds AI Quds pour pouvoir procéder à la création du Waqf dont les revenus seront alloués aux populations d'AI Quds pour améliorer leurs conditions de vie.
24. **IWIF avec Investcorp à Bahreïn** : (L'objectif est de 150 millions de dollars des Etats-Unis dont 30 millions pour le FSID et 120 millions pour Investcorp). Une lettre d'intention d'Investcorp a été reçue par le FSID.
25. **Soukouk Waqf sous forme liquide** : Le FSID est en train de mettre au point un nouveau produit de mobilisation des ressources avec des organisations malaisiennes. Le soukouk waqf sous forme liquide sera émis en vertu de la réglementation de Negara Bank. Selon ce programme, le FSID émettra des soukouks d'une valeur maximale de 1 milliard de dollars des Etats-Unis, la première émission devant être de 100 à 200 millions (un RRP a été préparé pour examen et approbation par la 60^e Réunion du Conseil d'administration du FSID).
26. **Fonds Micro Takaful** : Le FSID entend lancer un Fonds Micro Takaful en collaboration avec la SIACE pour fournir aux banques et institutions financières des garanties leur permettant d'accorder des prêts aux pays membres et aux institutions de microfinance qui ont besoin de ressources financières pour développer leurs programmes de microfinance et d'autonomisation économique. De plus, ce fonds permettra d'augmenter la capacité d'emprunt des PMMA et leur permettre ainsi d'obtenir plus de ressources pour lutter contre la pauvreté. La contribution du FSID est estimée à 50 millions de dollars – de même que celle des autres partenaires - et sera étalée sur cinq ans. Ce montant permettra à la SIACE de garantir 250 millions de dollars des Etats-Unis au moyen d'une police de réassurance.

III. Perspectives

27. Le FSID a l'intention de prendre un certain nombre de mesures visant à déployer et intensifier des efforts en matière de mobilisation des ressources et de plaidoyer. Il s'agira de :
 - Renforcer les efforts de mobilisation des ressources par le biais de consultations avec les pays membres, l'exploitation de sources non conventionnelles telles que les

philanthropes, les dons en nature, les dons de terrains Waqf dans les pays membres, etc.

- S'engager aux côtés du secteur privé dans le cadre d'initiatives de responsabilité sociale des entreprises (RSE), ainsi qu'avec des particuliers et des institutions fortunés dans les pays membres pour solliciter des contributions au Fonds.
- Créer des fonds d'affectation spéciale spécifiques liés à la pauvreté sous l'égide du FSID. Ces fonds serviront à financer la fourniture de services de base aux pauvres, notamment l'enseignement primaire, les soins de santé primaires, la microfinance, l'agriculture et le développement rural, l'énergie pour les pauvres, les secours d'urgence et le renforcement des capacités institutionnelles.
- Passer en revue et mettre en œuvre la politique d'investissement du FSID afin d'accroître ses revenus.
- Élargir les partenariats afin d'accroître l'effet de levier financier du Fonds.

Annexe 1

ETAT DES CONTRIBUTIONS AU CAPITAL DU FSID Au 31 Octobre 2018

No	PAYS	MONTANT Engagé (en dollars des États- Unis)	MONTANT Payé (en dollars des États-Unis)	REMARQUES
Engagement et paiement intégral				
1	Arabie Saoudite	1.000.000	1.000.000	
2	Koweït	300.000	300.000	
3	Algérie	50.000	50.000	
4	Qatar	50.000	50.000	
5	Malaisie	20.000	20.000	
6	Kazakhstan	11.000	11.000	
7	Egypte	10.000	10.000	
8	Pakistan	10.000	10.000	
9	Indonésie	10.000	10.000	
10	Maroc	5.000	5.000	
11	Oman	5.000	5.000	
12	Turquie	5.000	5.000	
13	Tunisie	5.000	5.000	
14	Gabon	4.000	4.000	
15	Brunei	3.000	3.000	
16	Jordanie	3.000	3.000	
17	Yémen	3.000	3.000	
18	Burkina Faso	2.200	2.238	
19	Bahreïn	2.000	2.000	
20	Syrie	2.000	2.000	
21	Cameroun	2.000	2.000	
22	Nigeria	2.000	2.000	
23	Guinée	2.000	2.000	
24	Liban	1.000	1.000	
25	Iraq	1.000	1.000	
26	Suriname	500	500	
27	Azerbaïdjan	300	424	
28	Ouzbékistan	300	300	
29	Mozambique	200	200	
Engagement et paiement partiel				
1	Iran	100.000	65.000	
2	Soudan	36.100	944	
3	Bangladesh	13.000	7.000	
4	Bénin	12.250	940	
5	Togo	2.000	1.000	
6	Gambie	1.220	12	
7	Sierra Leone	1.000	300	
8	Palestine	500	186	
9	Turkménistan	300	100	
Engagement mais non paiement				
1	Sénégal	10.000	-	
2	Cote d'Ivoire	5.000	-	
3	Mauritanie	5.000	-	

4	Mali	4.000	-	
5	Tchad	2.000	-	
6	Niger	2.000	-	
7	Maldives	1.000	-	
8	Comores	650	-	
9	Guinée-Bissau	200	-	
10	Ouganda	100	-	
11	Albanie	10	-	
Aucun engagement				
1	Afghanistan		-	
2	Djibouti		-	
3	Guyane		-	
4	République Kirghize		-	
5	Libye		-	
6	Somalie		-	
7	Tadjikistan		-	
8	EAU		-	
Aucun engagement				
1	Banque islamique de développement	1.000.000	1.000.000	
	Total général	2.705.830	2.585.144	

Ressources en nature		
1	Terrain Waqf Bénin	5.355
2	Burkina Faso	
3	Comores	
4	Côte d'ivoire	